

Envoyé en préfecture le 29/05/2015

Reçu en préfecture le 29/05/2015

Affiché le

SLO

ID : 083-248300493-20150529-C_2015_061-DE



CAISSE D'ÉPARGNE

CONVENTION DE MÉCENAT

Fonds de dotation du réseau des Caisses d'Épargne

AmB

CONVENTION DE MÉCÉNAT

ENTRE

La Communauté d'agglomération Dracénoise, Musée des Arts et traditions populaires de Draguignan
 ayant son siège social : Square Mozart – 83300 – DRAGUIGNAN
 représentée par Olivier AUDIBERT-TROIN en sa qualité de Président de la communauté d'agglomération Dracénoise,

Ci-après dénommée « **le Bénéficiaire** »,
d'une part,

ET

Fonds de dotation du réseau des Caisses d'Epargne (FDRCEP),
 fonds de dotation constitué le 27 janvier 2011, tel que le prévoit l'article 140 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de
 l'économie, dont le siège social est situé 5 rue Masseran, 75007 Paris, représenté par son Président, Monsieur Michel Sorbier.

Ci-après dénommée « **Le donateur** »,
d'autre part,

PRÉAMBULE

PREALABLEMENT A LA CONCLUSION DE LA PRESENTE CONVENTION DE MECENAT, IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :

Les Caisses d'Epargne ont, depuis leur origine, intégré la dimension de l'intérêt général, en agissant en faveur des populations les plus éloignées des circuits bancaires et financiers. L'article L512-B5 II du Code monétaire et financier (modifié par la loi du 4 août 2008) précise que « le réseau des Caisses d'Epargne participe à la mise en œuvre des principes de solidarité et de lutte contre les exclusions. (...) Il contribue à la protection de l'épargne populaire, au financement du logement social, à l'amélioration du développement économique local et régional et à la lutte contre l'exclusion bancaire et financière de tous les acteurs de la vie économique, sociale et environnementale. » Dans le cadre de leurs actions de responsabilité sociétale d'entreprise (RSE), les Caisses d'Epargne portent notamment des dispositifs de micro-crédit, d'éducation financière et soutiennent des projets d'acteurs de l'économie sociale et solidaire au sein de leur territoire.

Le Fonds de dotation du réseau des Caisses d'Epargne a été constitué le 27 janvier 2011 par la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne dans le but d'accroître la cohérence et la visibilité nationale des actions d'intérêt général du réseau des Caisses d'Epargne. Il a notamment pour objet de réaliser ou encourager, organiser ou soutenir, promouvoir ou rendre possible :

- des actions et des programmes d'aide à vocation humanitaire, éducative, sanitaire et sociale, culturelle.
- des actions d'intérêt général visant à lutter contre l'exclusion et la précarité notamment bancaire et financière ;
- des projets de cohésion sociale et de solidarité destinés à venir en aide aux populations les plus fragilisées ;

La commémoration du centenaire de la Grande Guerre est portée par de très nombreuses initiatives sur les territoires. Dans le cadre de la préparation de ces commémorations, il a été constitué un groupement d'intérêt public (GIP) dénommé « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale – 1914-2014 » qui a pour objet de préparer et mettre en œuvre le programme commémoratif officiel du Centenaire. Il est apparu légitime que les Caisses d'Epargne, acteurs économiques majeurs de leur région, participent à cette commémoration de façon concertée, en se mobilisant localement et nationalement.

Ainsi, aux termes d'une convention nationale signée le 23/10/2014, la Mission du centenaire, la FNCE représentant les Caisses d'Epargne et le FDRCEP ont conclu un accord dont l'objet est de définir les modalités du soutien financier conjoint à des initiatives mises en place sur les territoires dans le cadre de la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale. Concrètement, la Mission du centenaire a labellisé les projets présentant un intérêt et une valeur scientifique. Ces derniers ont été soumis aux Caisses d'Epargne qui en ont sélectionné certains afin de les soutenir localement. La Mission du Centenaire et le FDRCEP s'engagent chacun (dans une limite de plafond) à abonder une somme équivalente à celle mobilisée par la Caisse d'Epargne pour ce(s) projet(s).

Ces dons seront effectués au titre du mécénat d'entreprise, et induiront par conséquent l'émission d'un reçu fiscal vis-à-vis des donateurs. Ils seront versés par chaque donateur après la signature de conventions bilatérales entre chaque donateur et les porteurs de projets concernés, celles-ci encadrant respectivement chaque partenariat et définissant, dans ce cadre, les engagements de chaque partie prenante notamment en cas d'annulation totale ou partielle du projet financé.

La Caisse d'Epargne Côte d'Azur a adhéré le 14/12/2014 à la convention nationale de partenariat signée le 23/10/2014.



CECI ETANT RAPPELE, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet l'octroi d'un don par le donateur au bénéficiaire en vue de la réalisation du projet « **14-18, la vie quotidienne des Varois** ».

Cette convention définit les devoirs et les obligations du donateur et de l'organisme bénéficiaire du mécénat.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU DONATEUR

Le donateur s'engage à apporter une contribution financière sous forme d'un don d'un montant de **2.500 €** nets (non assujettis à la TVA) pour la réalisation du projet tel que décrit à l'article 1, ci-après dénommé le « projet ».

Cette contribution sera versée après la signature de la présente convention, selon les modalités suivantes : l'intégralité du règlement sera réalisé par chèque libellé au nom du bénéficiaire.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

3.1 Le bénéficiaire s'engage à :

- affecter l'apport du donateur exclusivement au « projet » et à réaliser ce projet dans les conditions décrites dans la présente convention ;
- rendre compte de la réalisation du projet à travers un bilan définitif en fin de projet permettant d'apprécier les résultats de l'action engagée ;

3.2 Eligibilité du don au régime du mécénat

Le bénéficiaire garantit au donateur que son financement est éligible au régime du mécénat tel que défini à l'article 238 bis du code général des impôts.

Le bénéficiaire délivrera au donateur un reçu de dons aux œuvres conforme au modèle Cerfa 11580*03, cela dans un délai de 30 jours maximum après la réception des fonds.

ARTICLE 4 : CONTREPARTIES

Le bénéficiaire s'engage à :

- citer le partenariat avec LA CAISSE D'EPARGNE lors de toute action d'information ou de communication, manifestation officielle ou relations avec les médias concernant le « projet » ;
- reproduire sur tous les documents écrits précisés ci-après, relatifs au « projet », le logo du donateur et/ou la mention de son mécénat (invitations, affiches, bannière, documents d'appel, dossiers de presse, site Internet, catalogue...) en veillant à respecter la charte graphique de la marque Caisse d'Epargne ;
- autoriser le donateur à communiquer sur sa participation au « projet », tant à l'interne qu'à l'externe, à l'exclusion de toute communication commerciale ;
- autorise le donateur à faire mention de son partenariat sur les sites Internet du groupe Caisse d'Epargne et via ses réseaux sociaux. Par ailleurs, des liens réciproques entre le site du bénéficiaire et les sites Caisse d'Epargne pourront être établis pendant la durée de la convention.

ARTICLE 5 : DURÉE

La présente convention prend effet à sa date de signature et s'achèvera lors de la conclusion du projet.

 3

ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉ

Aucune responsabilité ne pourra être recherchée par le bénéficiaire, ses prestataires et ses assureurs, auprès du donateur, du fait du versement de sa contribution financière quant à l'organisation, la mise en œuvre et la réalisation du « projet ».

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre partie, de l'une des obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, après mise en demeure effectuée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans réponse pendant un délai de 15 jours.

Dans le cas d'inexécution par le bénéficiaire, celui-ci devra restituer au donateur les sommes qui lui auront déjà été versées.

En cas de résiliation, le donateur ne pourra plus faire usage d'une manière directe ou indirecte du nom et de l'image de le bénéficiaire, en liaison avec tout ou partie du « projet », et réciproquement.

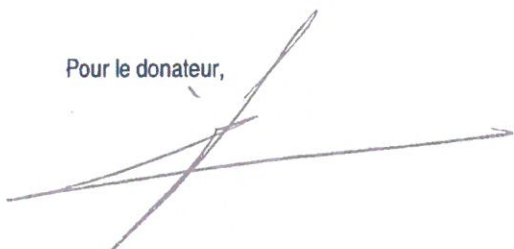
ARTICLE 8 : LITIGES

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française. Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution relèveraient des tribunaux compétents de la ville où se situe le siège social du donateur, après épuisement des voies de règlement amiables.

Fait à _____, le _____, en deux exemplaire originaux¹.

Pour le donateur,

Pour le bénéficiaire,



¹ Parapher chaque page y compris les éventuelles annexes.